

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES,

29 AOÛT 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SANDEN MANUFACTURING EUROPE

Zone de Quilliou BP 30
35190 TINTENIAC

Code AIOT : 00055 - 03522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/08/2022 dans l'établissement SANDEN MANUFACTURING EUROPE implanté Le Quilliou BP 30 35190 TINTENIAC. L'inspection a été annoncée le 02/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le déficit de précipitations rencontré en Ille-et-Vilaine au cours des six derniers mois a conduit à l'instauration progressive, depuis le 24 mai dernier, de mesures de restriction des prélèvements d'eau telles que prévues par l'arrêté cadre sécheresse du 11 juin 2021.

Sur la base de l'observation de la dégradation des indicateurs de suivi de la ressource en eau et de l'absence de perspective de précipitations et afin de traduire le risque fort d'une pénurie, l'ensemble du département a été placé en niveau d'alerte renforcée sécheresse ou de crise, que ce soit pour le milieu aquatique ou pour la ressource en eau potable, par arrêté préfectoral du 02 août dernier.

Dans ce contexte, une action de contrôle a été engagée par les services de l'Inspection des installations classées en direction des plus gros consommateurs industriels du département pour vérifier la bonne application des mesures de réduction.

Outre les constats relatés dans ce rapport, on rappellera que le contexte décrit ici est susceptible d'évoluer. En l'absence d'épisode pluvieux dans les prochaines semaines, des mesures de restriction encore plus contraignantes sur les prélèvements et les usages de l'eau pourraient être prises. Il

convient d'ores-et-déjà de les anticiper en identifiant des actions adaptées à cette situation.

Enfin, en annexe du courrier de suite, différentes ressources que l'exploitant pourra mobiliser pour se tenir informé de l'évolution de la situation ou pour l'aider à réduire ses consommations en eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANDEN MANUFACTURING EUROPE
- Le Quilliou BP 30 35190 TINTENIAC
- Code AIOT : 0005503522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SANDEN est spécialisée dans la fabrication et la vente de compresseurs électriques pour la climatisation automobile mais aussi de pompes à chaleur. Le site de Tinténia regroupe près de 1000 employés dont plus de 800 salariés. Il s'organise autour de 3 unités de production comprenant : l'usinage, l'assemblage et la fonderie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mesures de limitation ou d'interdiction provisoire des prélèvements et des usages de l'eau dans le département de l'Ille-et-Vilaine

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « *susceptible de suites administratives* » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « *sans suite administrative* ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Réduction de consommation ou mesure alternative	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi des consommations	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)	/	Sans objet
3	Bilan mensuel	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont soumises aux mesures de réduction et d'interdiction liées au niveau de sécheresse crise. Elles sont plus particulièrement soumises à l'obligation de réduire d'au moins 25% leur consommation d'eau pour les différents process relatifs aux eaux industrielles. Cette réduction de 25% n'est pas mise en oeuvre sur les installations au regard des derniers relevés effectués

hebdomadairement des consommations.

Toutefois, l'exploitant a engagé sur les dernières années (période 2017 - 2022) diverses actions probantes de réduction de la consommation d'eau à l'échelle du site. Ainsi la consommation générale annuelle depuis 2017 a baissé de 34% au regard des 12 derniers mois. D'autre part, le groupe SANDEN porte une politique volontariste de réduction de ces consommations spécifiques liées à la production industrielle. L'objectif porté par le groupe à l'horizon 2024 vise à une diminution de 7.2% de la quantité d'eau utilisée pour générer une pièce. À ce titre l'exploitation respecte la condition B "diagnostic et plan d'actions" permettant d'exhonerer, hors mesures exceptionnelles, de l'obligation de réduction de 25% des consommations en eaux industrielles.

En revanche, bien que les installations disposent d'un réseau adapté de compteurs pour évaluer les consommations des différents process impliqués dans la production industrielle et que ces derniers font l'objet d'un relevé hebdomadaire depuis plusieurs années, les actions engagées ne reposent pas sur un diagnostic précis des différents postes consommateurs. Du moins, la démarche engagée ne repose pas sur un diagnostic établi, formalisé des consommations spécifiques et ne s'appuie pas, jusqu'à maintenant, sur des relevés de surveillance ou des indicateurs de suivi en interne site qui permettent d'objectiver les résultats obtenus. Il résulte de cette absence de formalisme dans la mise en oeuvre qu'il n'a pas été possible, lors de l'inspection, d'évaluer la hiérarchisation des actions entreprises dans la réduction de l'impact du site industriel sur la ressource ou encore si d'autres actions peuvent être engagées selon un calendrier spécifié.

C'est pourquoi, il est demandé à l'exploitant, à travers le constat susceptible de mise en demeure, de détailler et formaliser les actions déjà mises en oeuvre, celles prévues accompagnées d'échéances de réalisation et d'objectifs de réduction. De même, le plan d'action doit comprendre des indicateurs qui permettent de mesurer précisément les gains apportés par les différentes actions initiées.

Le plan d'action permettra aussi lors de son bilan de définir une démarche d'analyse itérative des process afin de hiérarchiser les futures actions à mettre en oeuvre pour continuer à réduire l'impact sur la ressource. L'objectif final de la démarche itérative étant de justifier que le processus industriel est optimisé au regard des consommations en eau et que les niveaux atteints correspondent à ceux garantis par les techniques les plus efficaces. Bien évidemment une fois ce niveau atteint, ce dernier sera à interroger au regard des évolutions technologiques et donc à travers un travail de veille active.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse

Prescription contrôlée :

Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - Relevé des compteurs à fréquence bimensuelle

Constats : Les consommations d'eau sont suivies hebdomadairement sur le site. Les différents compteurs font l'objet d'un relevé physique tous les lundis :

- compteur principal site
- compteur en entrée de chaque unité de production : assemblage, usinage et fonderie
- compteur en entrée de chaque bâtiment.

Les données sont collectées au sein d'un tableau excel avec une mise en forme conditionnelle se basant sur la valeur collectée la semaine précédente (+ ou - 10%). L'analyse du tableau permet ainsi de constater la tendance des consommations générales et spécifiques mais aussi les dérives ou les valeurs anormales. Cette gestion mise en oeuvre depuis plusieurs années permet ainsi de détecter

les éventuelles fuites de réseau et enclencher les actions correctives avec célérité. De même, les données collectées constituent une base conséquente permettant d'analyser les évolutions des consommations, identifier les postes les plus gourmands en ressource, hiérarchiser les actions pouvant être mises en oeuvre et mesurer les résultats des actions de réduction entreprises.

L'évolution des consommations fait également l'objet d'un suivi à plus long terme avec l'ensemble de l'équipe de direction, où est examiné notamment un indicateur de consommation spécifique (volume d'eau consommé / unité de compresseur produit), qui fait l'objet d'ailleurs d'un objectif de réduction ambitieux de 7,2% pour 2022 fixé par la direction dans le cadre de la politique du groupe.

En outre, en plus du dispositif présenté ci-dessus, d'autres compteurs sont déployés au sein des lignes de production et des différentes machines oeuvrant au process. Par exemple, chacune des machines à laver pour les pièces est dotée d'un compteur. Ces derniers ne font en revanche pas l'objet d'un relevé hebdomadaire systématique et à l'heure actuelle les valeurs ne sont pas exploitées de manière systématique, ni ne font l'objet d'un suivi continu par l'équipe en charge du pilotage des actions environnementales sur les installations. Dans le cadre de la formalisation du plan d'actions et des indicateurs permettant de suivre l'efficacité des mesures entreprises, l'exploitation de ces compteurs pourra s'avérer utile.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réduction de consommation ou mesure alternative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16 (niveau alerte renforcée ou crise)

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse

Prescription contrôlée :

Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année hors période de sécheresse, sauf si :

- l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse,
Ou
- l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il s'est engagé à mettre en oeuvre,
Ou
- l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité).

Constats : La consommation hebdomadaire moyenne sur l'année 2021 atteint 331 m³ répartie selon les usages suivants : 47.3% eau process et lavage, 19.2% pour le fonctionnement des utilités : chaudières, TAR..., 32% pour les usages sanitaires, 1.5% autres usages. Les consommations hebdomodaires sur les 4 dernières semaines sont de 218 m³, 262 m³, 244 m³ et 277 m³. Une réduction de la consommation hebdomadaire moyenne de 25% se traduirait par un volume maximal consommé de 248 m³. Ce volume est donc dépassé à 2 reprises sur les 4 dernières semaines. Ce résultat est qui plus est à mettre en perspective avec la période spécifique actuelle où le site se trouve en arrêt technique avec une reprise progressive à compter du 15 août et totale à compter du 22 août. Il est donc manifeste que la réduction de 25% pour les eaux industrielles ne sera pas tenue à la reprise des activités.

Toutefois, ces consommations sont aussi à réévaluer dans un cadre général et notamment les actions de réduction de la consommation en eau entreprises ces dernières années sur le site, qui s'expriment notamment par les mesures suivantes :

- en 2021 modification et amélioration du système de pilotage de la tour aéroréfrigérante liée à la fonderie : capteur de niveau dans les bassins, capteurs de température et débit permettant une meilleure régulation de la circulation en eau selon les besoins, remplacement de la sonde et du boîtier de conductivité permettant d'affiner la déconcentration de la TAR. Sur les 6 premiers mois de l'année 2022, au regard des consommations des 6 premiers mois de 2021, la consommation en eau de la TAR est réduite de près de 40% représentant un volume de 900 m³, extrapolé à 1500 m³ sur toute l'année 2022. Ce volume de 1500 m³ représente une réduction de 10% sur la consommation totale du site.
- à l'été 2022, suspension de la consommation en eau permettant le refroidissement du bâtiment usinage,
- depuis 2019 - 2020, remplacement des filtres de certains adoucisseurs par une technologie apportant de meilleur rendement en terme de consommation d'eau. Sur ce point, l'évaluation de la réduction n'a pas été menée sur site,
- arrêt d'une machine à laver et remplacement d'une seconde par un outil plus économe permettant d'économiser 15 m³ d'eau par mois.

Les consommations d'eau du site ont ainsi diminué de 34,5% sur les 5 dernières années passant d'une consommation annuelle en 2017 de 21 835 m³ à 14 291 m³ sur les 12 derniers mois. De même, la politique du groupe SANDEN fixe un objectif de réduction de 7,2% à l'horizon 2023 de la quantité d'eau utilisée pour générer une pièce (compresseur). Certaines des actions évoquées précédemment participent à cette réduction (filtres, machines à laver...). Ainsi, les gains obtenus atteignent 14% sur les 30% fixés comme objectif.

En conclusion, si l'exploitant ne répond pas à la réduction d'au moins 25% de ces besoins industriels en eau, il se situe dans la possibilité de dérogation à la règle par son engagement concret dans la réduction de ses consommations. Il demeure, que, si les mesures sont implémentées et se traduisent par des résultats probants, ces dernières ne se basent pas sur un diagnostic fin du process et des postes les plus consommateurs (alors que l'ensemble des dispositifs de comptage permettent une analyse poussée), ni sur une hiérarchisation formalisée des actions permettant les plus grandes économies en eau, ni sur des indicateurs de suivi appropriés permettant de mesurer les économies au regard des objectifs visés définis préalablement. Il est ainsi demandé à l'exploitant de procéder à cette formalisation et que le plan d'actions défini soit porté par la direction.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bilan mensuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16 (niveau alerte renforcée ou crise)

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse

Prescription contrôlée :

Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - Bilan mensuel des mesures mises en place et des économies d'eau réalisées

Constats : L'exploitant réalise des bilans réguliers à travers les relevés hebdomadaires effectués sur les compteurs et les dispositifs de suivi, d'alerte établis permettent d'identifier les consommations anormales (cf. point de constat n°1). Dans le contexte actuel de crise sécheresse, l'exploitant n'a

pas mis en oeuvre de mesures spécifiques de réduction de ces consommations en plus de celles déployées en continue sur les installations. Ainsi, compte tenu du suivi hebdomadaire et des actions antérieures réalisées et futures prévues, le suivi spécifique mensuel requis dans le cadre particulier d'urgence lié à la situation de sécheresse actuelle devient sans objet. La formalisation du plan d'actions s'appuyant sur des objectifs définis de réduction et des indicateurs de suivi demandée dans le point de constat précédent devra permettre de démontrer l'efficacité des dispositifs d'économie déployés dans l'usine.

Observations : En lien avec les éléments présentés en contexte, il peut aussi paraître approprié pour l'exploitant, d'autant plus si la période de sécheresse perdure et que de nouvelles interdictions ou mesures de restriction soient nécessaires, de convenir et sacraliser un rendez-vous périodique avec la direction pour procéder à un état des lieux des consommations du site et évoquer les dispositions, notamment en termes d'organisation de la production, d'urgence qui pourraient s'imposer. Du fait de la reprise progressive des activités à compter du 15 août, l'exploitant s'est déjà engagé à porter une attention particulière aux consommations.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet